

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIUM - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

 diteur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n 254 – Mars 2022

Histoire

Armée belge des partisans armés

1944

Radio Wallonie, Sambre et Meuse

Xavier Relecom par José Gotovitch

Le témoignage du garde du corps.

L'apparition des pieds nickelés

Société.

Les dividendes explosent ...

Enseignantes et enseignants des
travailleurs essentiels

L'extrême droite sur les réseaux
sociaux

International

Construction d'un nouveau mur en
Europe



HISTOIRE

1944

Le 22 janvier 1944, la destruction d'une cabine en gare de Péruwelz entraîne l'interruption du trafic pendant cinquante-six heures.

Le 25, les partisans du Corps 024 dynamitaient les écluses de Roux et Marchienne après avoir tué les deux sentinelles allemandes veillant sur les ouvrages.

Le 28, les usines Jackson à Lignes, reçurent la visite des partisans décidés à ralentir la fabrication des cu-lasses de canons. Le moteur de commande y fut saboté, des pièces de machines-outils enlevées et une grande quantité d'huile vouée à la perdition. Qu'on ne s'étonne pas, après cela, si l'usine fut réduite au chômage durant de longues semaines.

Le 4 février, sur la ligne Liège-Fléron, un train fut lancé en direction de Liège selon les normes habituelles. Le convoi échoua dans une voie de garage à Vaux-sous-Chèvremont. Locomotive et wagons avariés, telle fut la conséquence de cette histoire



Monument à Ferrières

Sur la fin du mois, 170 Allemands attaquèrent le maquis de Werbomont. Les patriotes disposaient de l'armement suivant : une mitrailleuse, un fusil-mi-

trailleur, une mitraillette, dix carabines et dix révolvers. Mais ils avaient l'avantage de la position. L'affaire se solda par 25 tués et 34 blessés du côté allemand, trois tués et un prisonnier pour les nôtres.

Le 18 mars, deux locomotives et vingt-six wagons devaient être rayés de la liste du matériel disponible ; l'intervention des P.A. les immobilisa sur la ligne 165 à Florenville.

Le 17 avril, Trivières fut réveillée par l'explosion d'un transformateur de 70 000 volts.

Le 29, à Itegem, entre Lierre et Heyst, un train militaire dérailla : 10 victimes, 3 Allemands et 7 V.N.V. et la voie demeure obstruée pendant quatre jours.

Du 30 octobre 1943 au 30 avril 1944, plus de trois cents opérations désorganisèrent le service des chemins de fer. En voici quelques détails : 198 ruptures de rails, 22 déraillements, 50 destructions d'aiguillages, 12 destructions de cabines de signalisation, 78 locomotives avariées dont 24 complètement hors d'usage, 303 wagons réduits en ferraille et 916 sérieusement endommagés, 5 grues démantibulées et 1210 wagons immobilisés par suite de ruptures de boyaux de freins Westinghouse.

Dans le Limbourg, les partisans célébrèrent le 1^{er} mai en s'attaquant aux lignes de chemin de fer à Saint-Trond, à Tongres, à Hasselt, à Neerpelt et ailleurs.

Le 15 mai, un énorme ponton s'écroulait dans le canal de Blaton à Ath entre les écluses de Maffles et de Chièvres. De ce fait, les péniches subirent un retard de deux jours.

Le 17, les P.A. du Corps de Louvain firent preuve du plus parfait esprit d'entraide et de discipline. Au cours d'une expédition, un homme atteint de quatre balles de mitraillette réussit à s'échapper et se réfugia dans une petite villa où il tomba évanoui. Hélas ! le maître des lieux n'était autre que le collaborateur le plus acharné de toute la région. Il s'empressa donc de faire appel à la Gestapo. Mais le curé du village avait remarqué le manège et le brave homme courut avertir les partisans avec lesquels il était en rapports suivis.

détachement rassemblé rapidement marcha aussitôt vers la villa dans le but de secourir le camarade en danger. Malheureusement, la Gestapo était déjà sur place. Au cours du combat, inévitable en pareille rencontre, le commandant Edgard eut la tête fracassée par une rafale de mitraillette. Il paya de sa vie le salut du blessé qui put miraculeusement s'échapper ...

Le 11 juin, les « Industries boraines » à Quiévrain, servaient à leur tour de théâtre à l'activité des P.A.



Quatorze machines rendues inutilisables sur les seize que comptait l'établissement, un moteur projeté à travers la toiture, des dégâts estimés à trois millions de francs.

Le 14, dans le nord du Limbourg, trois P.A. retour de mission se virent cernés par une vingtaine d'Allemands. Nos hommes se terrèrent dans un fossé et la lutte s'engagea. Elle dura de 23 h 45 à 4 h du matin. Révolvers, grenades, carabines eurent voix au chapitre.

Au petit jour, les Allemands comptèrent leurs morts : onze ... ! Ils ne retrouvèrent que deux partisans : un tué et un blessé qu'ils fusillèrent un peu plus tard. Le troisième avait pu s'échapper après avoir combattu jusqu'à l'épuisement de ses munitions.

Le 18, un train chargé de matériel de D.C.A. dérailla sur la ligne Ypres-Bruges.

Le 25, un drame terrible se joue à Schaltain où les Allemands avaient entrepris une battue dans le maquis. Le combat dura quatre heures : une centaine d'Allemands et vingt P.A. restèrent sur le champ de bataille. Dès le début de l'engagement, les hommes de garde avaient fauché à la mitrailleuse les nazis à leur descente des camions qui les avaient amenés. Le chef de la Gestapo et l'officier commandant la feldgendarmerie se trouvaient parmi les morts.

Quelle somme de courage peut cacher ce petit communiqué dont la date est illisible : « Une poignée de partisans liégeois, avec Pierre Berndt à leur tête, s'est emparée d'un camion blindé transportant des

armes et des munitions de la FN. »

Après avoir maîtrisé l'escorte, les P.A. conduisirent le camion jusqu'à un endroit isolé. Mais il leur fut impossible d'ouvrir les portières. Ils percèrent la toiture du véhicule et, par l'ouverture, sortirent les caisses qu'ils chargèrent dans leur propre voiture. Après quoi, le camion blindé fut lancé dans la Meuse où il s'engloutit.

Pierre Berndt, devenu par la suite commandant de Corps à Charleroi, fut arrêté par la Gestapo, reconnu grâce à une blessure reçue au cours d'une expédition antérieure et torturé de façon monstrueuse ... Ses bourreaux le pendirent par les pieds et glissèrent sous sa tête un baquet d'ammoniaque. La volonté, la grandeur d'âme du partisan égalaient sa force physique, Pierre Berndt ne parla pas et revint du supplice, meurtri sans doute, mais vivant et vainqueur.

Le 7 juillet, les partisans poussèrent l'audace jusqu'à détruire deux boîtes de connexion d'une cabine téléphonique assurant le relais entre le champ d'aviation de Chièvres et les postes d'observation établis alentour. Les communications demeurèrent coupées durant quinze jours.

Le 14, le cabane des transformateurs alimentant en énergie électrique le poste d'aéro-repérage du même champ d'aviation était dynamitée : deux pylônes et un transformateur détruits !

Cela devait singulièrement contrarier les Allemands déjà bien malmenés par les puissantes es-

Nouvelles

cadres aériennes alliées.

Le 15, deux partisans venaient d'être jugés au Palais de justice de Gand. Une auto les emmenait sous l'escorte de quatre boches hargneux. La voiture s'engageait dans une rue étroite quand, brusquement, deux maçons imprudents poussant devant eux une charrette encombrée de baquets, de sacs, d'échelles et d'outils, vinrent barrer le passage. Un coup de klaxon coléreux rappela les deux ouvriers au respect du règlement de roulage. Eperdus, les deux hulubulus lâchèrent les bras de leur véhicule ... firent le simulacre de les rattraper mais ... s'emparant de deux mitraillettes dissimulées sous un sac, ils ouvrirent le feu sur les Allemands.

Deux soldats tombèrent, les deux autres durent leur salut à une fuite rapide. Les partisans déguisés en maçons emmenèrent en courant, leurs camarades si cavalièrement libérés. Au premier tournant, une auto, portières ouvertes, attendait les quatre patriotes. Et nous avions cru rencontrer deux ouvriers maladroits !

Nous voudrions pouvoir suivre nos partisans pas à pas. Ainsi nous assisterions au dynamitage des compresseurs aux ateliers de réparation des locomotives à Verviers, par les P.A. du Corps 014 ... Nous serions témoins des combats livrés à Petit-Rechain et à Andrimont à l'heure de la libération.

Et puis, avec d'autres partisans, nous nous arrêterions à Sauvenières près de Gembloux le 8 septembre 1944 et nous verrions trois de nos hommes étendus : deux morts et un mutilé. L'attaque d'un bosquet où une vingtaine d'Allemands s'étaient retranchés nous a coûté ces pertes. Deux patriotes français (F.F.I.) et un soldat américain furent tués eux aussi, au cours de l'engagement tandis que dix Allemands payaient de leur vie un entêtement inutile.

Mais voici une page encadrée de noir ... Nous y sommes revenus parce que nous y voyons des noms ... beaucoup de noms, les « Vingt-quatre ».

Achten Jan	29 ans
Bergmans André	23 ans
Cornips Théo	33 ans
Cuypers Albert	24 ans
Dekelver Pieter	23 ans
Delsaer Gaston	21 ans
Dorissen Jan Franz	43 ans
Grommen Juul	23 ans
Heyligen Alfons	20 ans
Horemans Louis	21 ans
Jeurissen Pieter	38 ans
Jordens Emiel	23 ans
Jordens Josef	22 ans
Mackelberghe Julien Léon	28 ans
Maenen Denis Josef	24 ans

Marting Mathieu Johannes	28 ans
Meuris Alfons	31 ans
Moureaux Armand	33 ans
Schaeken Alfons	23 ans
Schaeken Clément	20 ans
Smets Jan	37 ans
Thiemen Hubert	24 ans
Vanhees Jan	29 ans



Tous ces partisans arrêtés dans le Limbourg où ils menaient la guérilla contre les boches et contre les traîtres se pire acabit, avaient été transférés à Breendonck.

Les Allemands se proposaient de les ramener à Has-selt afin de les traduire en conseil de guerre. Mais, redoutant une attaque des P.A., les nazis les déplacèrent et la sinistre forteresse servit de cadre au semblant de jugement. Comme il fallait s'y attendre, les « Vingt-quatre » qui n'étaient déjà plus que des épaves, furent condamnés à mort.

L'exécution...non, le massacre eut lieu le 24 mars 1944.

Nous disons bien le « massacre » car après la libération, quand on procéda à l'exhumation des corps, on constata que les victimes portaient d'affreuses blessures étrangères à toute exécution régulière : coups de baïonnette dans le dos, crânes défoncés à coups de crosses, membres rompus, mâchoires fracassées à coup de pelles !

Le journal clandestin « Le Partisan » d'avril 1944 annonçait la mort de ces braves et faisait, au nom de tous les camarades, le serment de les venger.

On peut dire que tous tinrent parole ainsi qu'on l'a vu, dans leurs efforts de réaliser leur devise : « Hors du pays, l'occupant »

« Radio Wallonie, Sambre et Meuse ».

Beaucoup de nos lecteurs méconnaissent certainement les jours sombres de mai et juin 1940.

Notre armée, en déroute est acculée à la capitulation. Nos alliés français et anglais, taillés en pièces,



sont refoulés vers la mer ou les Pyrénées. Paris est envahie et les deux tiers de la France sont occupés.

Les Allemands étaient vainqueurs et leurs troupes avaient traversé nos pays en les laissant en ruines. Pleurant leurs morts, beaucoup de Belges réalisaient jusqu'où l'incurie et l'aveuglement des plus hautes autorités du pays les avaient conduits.

A l'annonce de la trahison de nos élites se mêlait un sentiment de rage impuissante devant l'arrogance des nouveaux maîtres, déjà escortés par les valets de l'ordre nouveau.

Pourtant dès les premiers jours, des hommes se levèrent pour dire « NON » à l'occupant et à l'aveulement d'une partie de la population. Les premières actions de résistance datent de la fin du mois de juin 1940. Les façades des collaborateurs étaient maculées d'inscriptions vengeresses au goudron. En juillet, un premier attentat contre la Wehrmacht avorta à Bruxelles. Des armes, abandonnées par les soldats en déroute dans les bois et les campagnes, étaient récupérées. Des groupes se formaient. Ils seront les noyaux des futures organisations de résistance. Les anciens de « 14-18 » se retrouvaient pour reprendre du service.

Aux ACEC, le délégué ouvrier, Auguste Wéry de Gosselies avait édité le premier tract clandestin « Dynamo », écrit à la main sur de simples feuillets

de calepin. Circulant parmi les ouvriers, ce sont des centaines de personnes qui furent ainsi touchées. Ce tract appelait à la résistance. Il disait entre autres » Le meilleur lubrifiant pour vos machines, c'est le sable ».

De son côté, Raoul Baligand, vu son passé de membre des Brigades internationales d'Espagne l'y prédisposant, ne resta pas inactif à son retour de France. Astucieux, il envisagea des actions futures de plus grande envergure et d'une efficacité immédiate. Avec un oncle fossoyeur, il commença l'entreposage d'armes et de dynamite dans un caveau du cimetière de Marcinelle. Il achemina également des explosifs à Gilly.

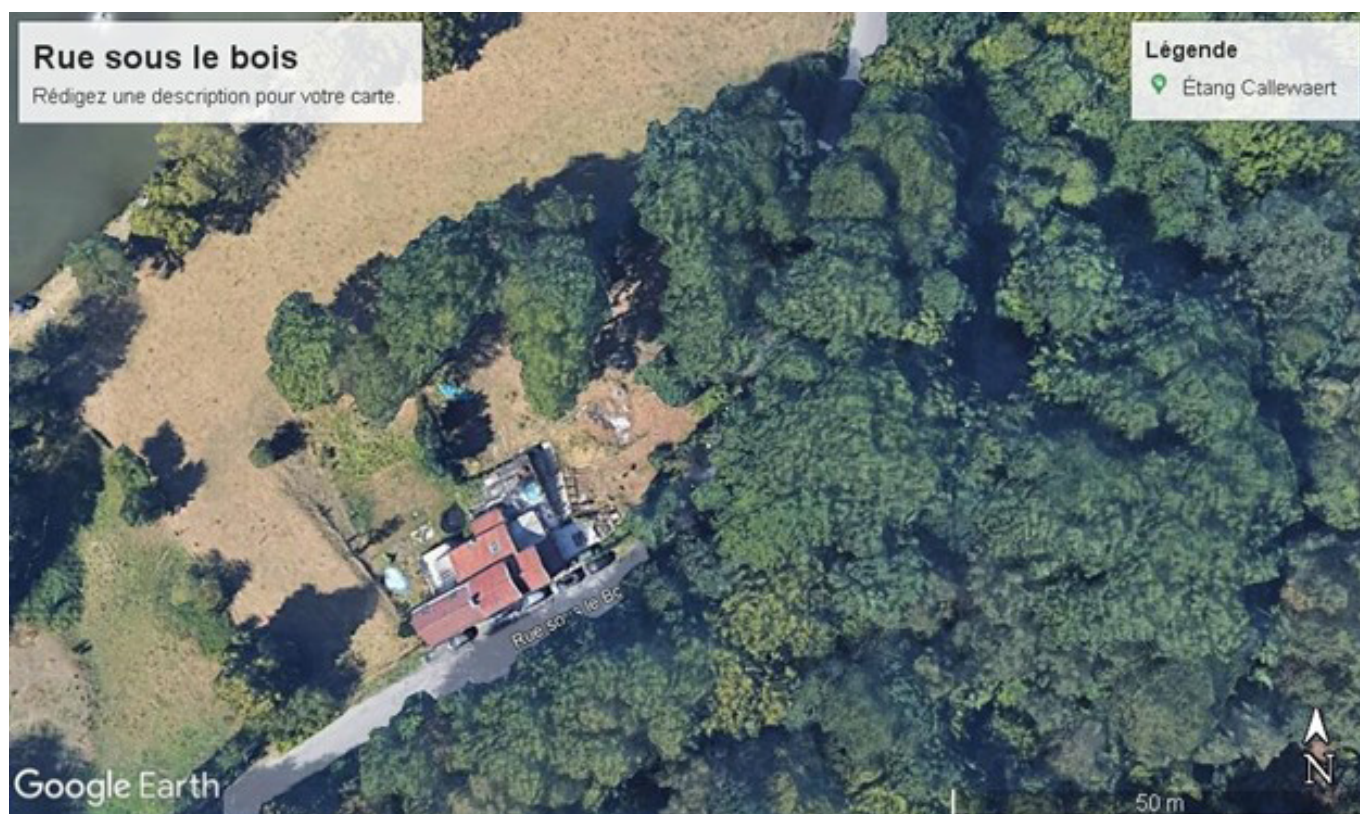
Pourtant faute de moyens, beaucoup de résistants, se sentaient faibles. Beaucoup d'actes de sabotage restaient des faits isolés, traduisant plutôt le sentiment de rage du peuple que la volonté d'accomplir une œuvre efficace et de longue durée. Il manquait en fait à ces gens un sentiment d'appartenance à un mouvement profond et unanime.

Chaque jour, on tournait les boutons de la radio dans l'espoir d'entendre une voix amie mais en vain.

L'écoute de la radio de Londres ou des radios neutres ne pouvait guère soulager ce besoin d'obtenir des nouvelles encourageantes pouvant briser le sentiment de solitude. On n'entendait que les communiqués de victoire de l'ennemi ou les diatribes des traîtres à sa solde.

Cependant, le lundi 9 septembre, on n'en crut pas ses oreilles. A la suite de l'air connu « Sambre et Meuse », on entendit soudain des mots de réconfort et d'espérance en la victoire. C'était une première sur notre sol envahi et celui qui les prononçait s'appelait Oscar Debakker. Grâce à lui, le voile se déchira, l'espoir naquit, la résistance se conforta, se raidit. Le Rôvien Oscar, avait, à sa façon, trouvé le moyen de servir sans faiblesse, sans répit. Il claironna dans l'éther des mots d'ordre énergiques. Bientôt, il annonça les premiers succès alliés et vanta les mérites de la résistance armée.

Oscar avait construit lui-même son émetteur baptisé Radio Wallonie, Sambre et Meuse ». Lorsqu'en juin 41, l'Armée Rouge se mit à nos côtés dans la lutte, il sut trouver des mots plus convaincants encore quant à l'issue du combat titanesque qui commençait à l'Est. Malgré les revers du début, il croyait fermement à la victoire soviétique... Napoléon, aussi, avait bien cru vaincre l'ours russe ... Ses paroles aidaient ainsi tout un peuple à se ressaisir dans sa volonté de résistance à l'ennemi. Bien sûr, ses émissions ne couvraient pas toute la Wallonie mais ces paroles étaient reprises et transmises de bouche à oreilles. Beaucoup de traîtres furent ainsi dénoncés



et leur action entravée.

Même les actions peu spectaculaires de la résistance étaient décrites. Elles encourageaient les gens à résister et la population toute entière était conviée à harceler les collaborateurs.

Par exemple, on jetait des boules puantes dans les salles de propagande nazie pour perturber les spectacles. Un autre moyen s'avérait efficace dans les cinémas : les patriotes lâchaient des papillons de nuit durant la projection. Attirés par la lumière des projecteurs, ils voltigeaient dans le faisceau lumineux et empêchaient la vision des films hitlériens.

« Radio Wallonie Sambre et Meuse » ne jouait pas seulement un rôle de propagande car à l'aide de codes secrets, sous forme de messages personnels, la radio coordonnait aussi des groupes de partisans armés.

Elle diffusa des communiqués et des mots d'ordre lors des grèves pour obtenir un meilleur ravitaillement au cours du premier hiver de guerre. Ces grèves se déroulèrent dans certaines entreprises wallonnes et obtinrent des résultats significatifs. C'est au cours de celle de décembre 1940 que des résistants communistes se réunirent sous l'appellation de « Partisans armés ».

La radio d'Oscar Debakker joua aussi un grand rôle dans la constitution de ce qui deviendrait « Le Front de L'indépendance ». Bien que traquée par la Gestapo, la radio échappa à tous les repérages vu sa

situation au pied du terril.

Pendant toute la durée de la guerre, un modeste patriote, avec un émetteur en construction, parvint à se jouer de l'occupant et de ses valets.

Ce texte fut écrit par notre ami Roger Nicolas le 11 novembre 1997 et rapportait de récit d'une camarade revienne Françoise Vromant.

Nous avons parlé de Rovien et de Rovienne, c'est-à-dire le nom porté par un habitant (te) de Roux.

Les archives du Cercle louis Tayenne

Xavier Relecom par José Gotovitch

Né à Anvers dans une famille de négociants prospères et d'opinion libérale progressiste, Xavier Relecom y entame ses études primaires. À la mort du père en 1907, sa mère vient habiter Bruxelles et survit d'une modeste rente. Après l'école moyenne C de Bruxelles, il poursuit ses études à l'Athénée d'Ixelles, mais doit abandonner en 1915 pour des raisons financières. Le second mari de sa mère (épousé en 1914), inspecteur d'assurance, s'est engagé comme volontaire dès le début du conflit et le ménage est sans ressources. Xavier Relecom exerce alors divers métiers : garçon de courses, apprenti menuisier, apprenti confiseur. En 1918 il est employé et devient expert-comptable en 1921 après avoir suivi des

cours du soir. Après le service militaire accompli en 1922, il pratiqua ce métier jusqu'en 1932.

Éveillé à la politique par des contacts ouvriers au cours de la guerre, il est enthousiasmé par la révolution d'Octobre. Il suit les cours de la Centrale d'Education Ouvrière, où il enseignera ultérieurement jusqu'en 1927. Concurrément il adhère en 1919 au Syndicat des Employés et à la Ligue Ouvrière (POB) de Schaerbeek ainsi qu'à la Jeune Garde Socialiste. Il se révèle aussitôt militant et assume très vite des responsabilités. Dès 1923 il est Secrétaire-adjoint de la Ligue Ouvrière et responsable de la section JGS de Schaerbeek. En 1925, il passe à Ixelles dont il devient secrétaire de la Ligue en même temps que secrétaire fédéral des Jeunes Gardes socialistes pour le Brabant.

En 1925, il épouse Georgette Fisbach, d'origine française (Molenbeek, 26 décembre 1906) qu'il a rencontrée aux JGS. Leur fils, Emile, naît en 1927. Son beau-frère, Gustave Fisbach, volontaire des Brigades Internationales au sein du bataillon André Marty, tombera à vingt ans à peine, sur le front d'Huesca en Espagne en juin 1937.

Xavier Relecom s'est placé d'emblée à la gauche du parti et adhère aux Amis de l'Exploité mais ne suivra pas son animateur, Joseph Jacquemotte qui fonde le parti communiste après son exclusion du POB en 1921.

À la fin de l'année 1924, il fait partie de l'équipe fondatrice de La Lutte des Classes, « organe unitaire marxiste » créé par Fernand Brunfaut avec Albert Marteaux, Célestin Demblon et Frans Liebaers. On le retrouve en 1926-1927 avec ce dernier dans l'expérience de L'Unité organe d'un groupe de syndicalistes prônant l'action commune avec les communistes, mais qui rompra avec eux...

En fait, nous apprend une « bio » rédigée en 1954, il a demandé en 1925 son adhésion au Parti communiste, mais les dirigeants de ce dernier lui ont conseillé, tout en le « considérant comme membre » de demeurer au sein du POB et des JGS. Le voilà donc « sous-marin » ou « en contact » selon le jargon du parti ; il le restera trois ans, trois années de combats politiques pour pousser le POB à gauche. Ils sont alors quelques-uns à Bruxelles et Liège à œuvrer dans cette direction, sans aucun lien avec le PCB : c'est l'époque de La Bataille Socialiste (1926-1928) animée par Paul-Henri Spaak et Albert Marteaux. Xavier Relecom en est l'administrateur. En 1926, il figure sur la liste socialiste aux élections communales à Ixelles.

La même année, il participe, comme représentant des JGS à la constitution de la section belge du Secours Rouge International que préside Charles Plis-



nier. « Croix-Rouge du prolétariat international », le SRI assure partout dans le monde la défense des victimes de la répression patronale ou nationale. Son centre se situe à Moscou et il s'inscrit dans la mouvance directe de l'Internationale communiste. En Belgique, le SRI bénéficie de l'adhésion de nombreux socialistes, et accueille également à titre collectif des sections syndicales. À son programme, notamment, la défense des activistes. Son nombre d'adhérents grimpera jusqu'à 6.000, trois à quatre fois plus que le PCB. La section belge réussira notamment en 1927 une très large mobilisation en faveur de Sacco et Vanzetti. Xavier Relecom siège dès le début au Comité exécutif. Mais en février 1927, le POB interdit à ses membres l'affiliation au SRI dénoncé comme une machine de guerre au service du PC. Cette fois, Relecom maintient son affiliation. Il présente le rapport d'organisation à la conférence nationale de septembre 1927 où il souligne que beaucoup de socialistes n'ont pas suivi les directives de leur parti. Exclu du POB en novembre 1927, il adhère officiellement en août 1928 au PCB en même temps que quelques animateurs flamands de La Bataille socialiste, dont Jef Van Extergem et Isidore Heyndels.

Il rejoint donc le PCB dans la période d'étiage de la scission trotskyste. Le parti compte alors moins de 1000 adhérents. Autodidacte très cultivé, doté

déjà d'une solide expérience politique, Xavier Relecom est d'emblée désigné comme secrétaire fédéral à Bruxelles, coopté au Comité central en 1929, au Bureau Politique provisoire en 1930-1931. Ses compétences professionnelles le désignent également comme trésorier national. Il assure en 1931 et 1932 le secrétariat belge de l'Internationale Syndicale Révolutionnaire.

Mais la crise de la section belge du SRI, gagnée par la minorité trotskyste avec l'appui de Charles Plisnier, fait en sorte que l'IC l'installe en janvier 1932, malgré lui, comme secrétaire général. Il ressent cette affectation comme une mise à l'écart du Bureau politique, mais discipliné, s'estime contraint à " faire son devoir ". Il abandonne alors la situation matérielle relativement confortable que lui permettait la pratique de son métier d'expert comptable pour devenir permanent (mal) rémunéré (1600francs par mois). Le couple s'installe dans une mansarde avec l'enfant et Georgette Relecom fait de la comptabilité pour survivre.

Élu au Comité central au congrès de Seraing (1931), Relecom assure fermement la direction par le Parti d'une section belge du SRI fréquemment agitée de remous provoqués par les dirigeants contestataires, fidèles mais remuants, Robert Lejour et Pierre Vermeylen. Sur tous les points soulevés, expulsion de France de Trotski, procès des industriels en URSS, mais aussi stratégie du PC en Allemagne, Relecom impose la ligne officielle au sein de ce qui est considéré comme » le meilleur réservoir » du parti.

Une nouvelle crise étant survenue au sein du PCB à l'été 1934, mettant en cause la direction des jeunesses communistes et celle, jugée « sectaire », du parti, Relecom est réintroduit au sein du Bureau politique pour préparer le tournant qu'officialise la conférence nationale de Charleroi en avril 1935. Celle-ci le désigne, aux côtés de Joseph Jacquemotte comme secrétaire adjoint et responsable de l'organisation. Au-delà de l'élimination des dirigeants jugés responsables des « erreurs », stratégie du bouc émissaire inhérente à la politique de l'IC, Charleroi marque pour la Belgique le rejet de la politique « classe contre classe » et lutte privilégiée contre le « social-fascisme » et l'adoption de la stratégie antifasciste.

C'est dans l'application de cette politique de Front populaire que l'ancien militant socialiste se déploie alors avec succès, finalisant des contacts politiques qu'il avait conservés, utilisant sa connaissance du » monde réel » qu'il partage avec Jacquemotte, issu lui aussi de la social-démocratie. Sur cette lancée, le PCB connaît un essor jamais atteint. Les élections de mai 1936 envoient neuf communistes à siéger à la Chambre. Relecom est député de Bruxelles. Mais Jacquemotte meurt en octobre 1936 et la direction

du Parti échoit entre les mains de trois secrétaires dont aucun, selon le délégué de l'IC, ne jouit de l'autorité et de la connaissance du mouvement ouvrier dont bénéficiait le défunt. Ils sont de plus fortement divisés. C'est alors que Berei, le délégué de l'IC en Belgique fait le choix de Relecom pour assumer le premier rôle, mettant en avant sa formation politique, sa popularité dans le Parti, " sa plus grande capacité à s'orienter dans les questions politiques, sa capacité d'apprécier d'une façon juste et réaliste les rapports de force et de déterminer une tactique souple ". Très bon organisateur, la souplesse qu'il exagérait parfois facilitait néanmoins le travail collectif. Berei souligne également ses qualités d'orateur, sa capacité d'établir « des contacts avec les masses ». Le délégué de l'IC signale qu'il est devenu un parlementaire écouté. Les seuls défauts relevés concernent ses méthodes par trop diplomatiques à l'intérieur, qui manquent parfois d'énergie pour aller à contre-courant. La prééminence de Relecom ne fut officialisée qu'au congrès d'août 1939, mais dès le congrès d'octobre 1936, c'est lui qui présente le rapport politique et mène les débats au comité central.

L'argumentation avancée reflétait bien la séquence politique du moment. Relecom fut choisi pour sa personnalité toute en rondeur populaire, contre d'autres candidats jugés trop sectaires, le seul critère " bolchevique " invoqué en sa faveur étant son opposition intransigente envers le trotskysme dans les péripéties traversées par le PCB depuis 1928.

Secrétaire du Parti, tenant fermement l'organisation entre ses mains, parlementaire fort actif dans les débats sur la guerre d'Espagne, les scandales financiers, la politique internationale, le fascisme, il est réélu à la première place à Bruxelles en 1939 et devient conseiller communal de cette ville en 1938. Plusieurs de ses discours sont reproduits et diffusés en brochures. Il mène à plusieurs reprises des tractations fort actives avec la gauche socialiste où il a conservé des amis, en particulier Isabelle Blume et Fernand Brunfaut. Relecom affirme ainsi en peu de temps une véritable personnalité d'homme politique, populaire et respecté. La culture qu'il avait acquise et développée en fait un interlocuteur attentif du Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes.

Travaillant main dans la main avec Berei, il prend alors régulièrement le chemin de Paris et de Moscou. Il assiste fréquemment aux Comités centraux et parfois au Bureau politique du PCF. En février 1937, août 1938 et juillet 1939, il fait rapport devant le secrétariat de l'IC sur la situation belge. En janvier 1939, il demande officiellement le maintien du délégué de l'IC en Belgique, ce à quoi Moscou consent. Il faut dire que le " couple " peut désormais se targuer de succès tant dans le développement du Parti que dans son audience politique et électorale. Le point noir demeure la presse, le quotidien La Voix du Peuple lancé

par Jacquemotte demeurant gravement déficitaire.

Mais l'identification de Relecom à cette phase de la politique de l'IC, et en particulier l'exaltation lyrique du passé national des peuples de Belgique, qui résonne dans son rapport au congrès de 1939, ne le conduit pas à cacher les difficultés et l'évolution contradictoire des relations avec les socialistes à partir de 1938.

Au moment où, en écho aux purges soviétiques, l'Internationale presse les partis de mettre sur pied un appareil de cadres efficace, Relecom posa un geste particulièrement rare en prenant clairement position en faveur de son ancien compagnon, Henri De Boeck, dénoncé alors de la manière la plus infamante et la plus périlleuse qui soit, comme trotskyste. En juillet 1939, ceci est-il la conséquence de cela, il fait lui-même l'objet de deux demandes de vérifications.

La signature du pacte germano-soviétique ouvre une période difficile et mouvementée. Relecom est à Moscou en juillet 1939 pour discuter le rapport qu'il va présenter devant le Congrès convoqué pour le 15 août. Il perçoit des tergiversations et une pression évidente mais sans explications pour faire reporter ces assises. Il est de retour à la veille de leur ouverture et rien ne laisse présager le coup de tonnerre du 28 août.

Mais sa disposition d'esprit se reflète clairement dans le discours qu'il prononce à la Chambre le 5 septembre 1939, Décrivant le pacte comme une mesure « disloquant le bloc des pays agresseurs », il se fait rappeler à l'ordre par le Président quand il souhaite « la défaite rapide de l'Allemagne hitlérienne » dans la guerre juste que mène, en se défendant, la Pologne. Et il assure qu'en cas d'agression du pays, les communistes s'engagent à combattre au premier rang. Mais cette orientation dite de défense nationale et anti-nazie, est explicitement désavouée trois jours après par l'IC, comme celle, identique prise spontanément par les partis français, anglais et américain. Relecom assume sans plus de réticences le tournant de la politique dite des deux impérialismes. Dans la période confuse de la « drôle de guerre », il assure la mise sur pied d'un appareil clandestin, prend les dispositions nécessaires pour l'accueil dans l'illégalité des dirigeants communistes français et fournit l'appui nécessaire à l'Orchestre Rouge. Particulièrement discipliné, il passe lui-même dans l'illégalité dès mars 1940, ce qui lui vaut de n'être pas cueilli le 10 mai 1940 par les autorités belges. Les premières initiatives prises sous l'occupation lui reviennent. À partir du mois d'août, avec Berei échappé de détention, il constitue désormais l'unique direction politique et opérationnelle du PCB, Il demeure en contact avec Moscou au travers de l'ambassade soviétique. Après le 22 juin 1941, alors que Relecom dispose de son propre appareil de liaison radio, les rapports avec l'IC

passeront le plus souvent par Eugen Fried, l'envoyé de l'IC auprès du PCF, en résidence à Bruxelles.

Relecom assure donc toute l'évolution de la politique du PCB, sous les pseudonymes de Gustave, Renard, Valérie, Verbeek, jusqu'à son arrestation le 6 juillet 1943 dans la grande razzia qui frappe le comité central du Parti et la direction des Partisans armés. à la suite de « l'affaire Nothomb ». C'est alors, à Breen-donk, le 23 juillet, qu'avec trois autres membres arrêtés du Bureau politique, il accepte, après de fortes réticences, de passer un " marché " avec la SIPO-SD. Sur la promesse que tous les dirigeants du parti et des Partisans arrêtés ne seront pas traduits devant la justice allemande, et donc pas fusillés, les « quatre » font savoir à trois responsables des PA qui refusaient de parler, qu'afin de préserver les cadres, il n'était plus opportun de se taire. Malgré cela, deux des trois concernés seront fusillés par la suite comme otages. C'est le début d'une « affaire secrète de parti » qui pèsera sur les quatre et le PCB pendant plus de quarante ans. Les interrogatoires se poursuivront jusqu'en décembre. Le 13 février 1944, c'est le départ vers l'Allemagne où un périple à travers de multiples prisons le conduit, avec ses compagnons à Sachsenhausen le 8 mars. 1944. Après quatorze mois de détention au cours desquels plusieurs victimes de la razzia de 1943 meurent d'épuisement ou de maladie, les prisonniers entament le 21 avril 1945, une marche meurtrière vers Lubeck. Aucune hostilité particulière ne s'est manifestée envers lui durant toute sa détention de la part des autres communistes.

L'Armée Rouge les libère le 4 mai à Grivitz dans le Mecklemburg. Aussitôt « enlevé » et conduit à l'Etat Major d'Armée, Relecom est expédié en avion à Moscou où il arrive le 22 mai. Le Komintern étant dissous, c'est « l'Institut de recherche scientifique n° 100 » qui accueille l'ex -secrétaire général du Parti belge et qui l'accrédite comme collaborateur à partir du 23 mai. En fait il est en observation et doit rédiger un rapport sur son arrestation et ses suites. En dix-neuf pages manuscrites, il fournit une synthèse fort précise de la suite des événements... À propos du « compromis », tout en soulignant ses réticences, il reconnaît avoir commis « une grave faute ». Il se targue d'avoir émis ce jugement dès le début et de l'avoir communiqué à ses camarades de détention. Le « département des cadres de l'Institut », il s'agit en fait du parti soviétique, ainsi que Dimitrov, l'ex-secrétaire général de l'IC, se penchèrent sur le dossier, hésitant sur la suite à donner : sanctionner en URSS - on devine comment— ou autoriser le retour en renvoyant au parti belge. Un témoignage affirme que le feu vert serait venu de Berei à Bruxelles. Relecom rentra le 22 juin 1945. Il fut aussitôt isolé à la campagne jusqu'au comité central du 11 août 1945 au cours duquel furent rendues publiques ses démissions de député (lettre publiée dans le Drapeau Rouge du 11 août 1945) et

de conseiller communal. Il en fut ainsi pour le blâme sévère infligé par la Commission de contrôle et la remise à la base des quatre pour « manque de dignité et de fermeté devant la Gestapo ». Aucun détail ne fut révélé alors. Il ne convenait pas que le parti qui se voulait incarner l'héroïsme de la résistance soit ainsi flétri par la faiblesse témoignée par ses plus hauts responsables. Le manteau de silence jeté sur ces événements se perpétua donc pendant 45 ans.

Relecom retrouva sa femme, arrêtée avec lui en juillet 1943 et rapatriée de Ravensbruck. Très rapidement cependant il reprend du service, via ses compétences professionnelles. Militant politique dans une cellule de quartier, il crée en 1946, la Librairie du Monde Entier. L'année suivante il est chargé de l'administration de la presse et présidera à la création de la Maison de la Presse qui s'installe rue de la Caserne. Mais en 1947, signe tangible à la fois du manque criant de cadres qualifiés et de la sympathie qui l'entoure toujours dans le parti, il est désigné comme secrétaire fédéral à Charleroi, puis à Bruxelles l'année suivante. Seul des quatre à bénéficier de cet honneur, il est ré-élu la même année au comité central. C'est l'époque des affrontements les plus aigus de la guerre froide et le PC tente partout de durcir les luttes. Il en va ainsi de la tentative de saboter les projections du film américain anticommuniste *Le rideau de fer*. Devant l'échec de l'opération due en partie à la crainte de la répression, il rappelle la solitude des communistes lors du Pacte, des partisans lors des premiers attentats et des repréailles et exalte le courage de ceux qui ont affronté l'ennemi, qui ont vaincu la peur. Cela ne suffit manifestement pas à redresser la lente mais constante décline communiste. Technique toujours en vogue, celle du bouc émissaire fait en sorte de l'écarter du cadre permanent en août 1949. Il prend alors la direction qu'il conservera jusqu'à son décès : les affaires commerciales dans l'orbite communiste. Il devient administrateur délégué d'une entreprise d'import-export avec les pays socialistes, Tracosa. Il s'adapte bien à son nouveau rôle et s'intègre parfaitement dans le monde des affaires sans toutefois abandonner la politique. En fait, dira de lui l'un de ses plus proches associés, il demeurera toujours un politique en affaires. Entre 1950 et 1953 il est affecté « au travail Paix », c'est-à-dire à la direction de l'Union belge pour la défense de la Paix dont il exerce un temps la présidence, sans réussir vraiment à s'y distinguer. Par ailleurs, depuis 1947, il est actif dans le milieu des anciens Prisonniers Politiques et assure le secrétariat général de l'Amicale des ex-prisonniers de Sachsenhausen. De son côté, sa femme suit les cours des Beaux-Arts et devient céramiste. Emile est militant des Jeunesses Populaires, organisation communiste de la jeunesse.

En 1954, le XI Congrès du PCB est l'occasion d'une grande remise en ordre critique, touchant aux personnes et à l'orientation politique. C'est alors que l'« affaire des quatre » refait surface à l'intérieur du

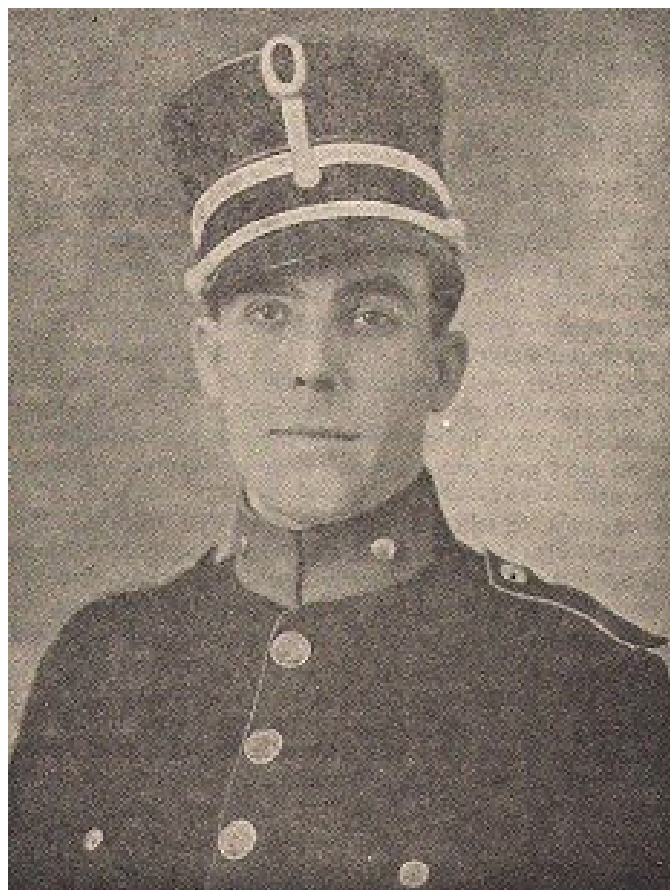
parti et Relecom est définitivement écarté du Comité Central.

Il en demeure cependant l'un des conseillers financiers influents. Il développe en particulier le commerce avec la Chine où il effectue un premier voyage en 1960. Au sein des Amitiés Belgique-Chine, il constitue dès 1957 une Commission économique qui va jouer un rôle déterminant pour le développement des relations industrielles et commerciales avec ce pays. Conviction réelle, rupture de génération et de culture politique avec la nouvelle direction du PCB, proximité et intérêt professionnels se conjuguent pour expliquer l'appui qu'apporte dès le début Xavier Relecom à Jacques Grippa quand, en 1963 ce dernier rompt avec le PCB pour créer un parti communiste, désigné sous l'appellation de « maoïste » « chinois » ou simplement « grippiste ». Il siège un temps à sa direction sans jouer de rôle public. Un lien particulier relie manifestement plusieurs des alliés de Jacques Grippa : leur fraternité due au passé commun de prisonnier politique. Professionnellement, Relecom quitte Tracosa demeuré dans le giron du PCB pour rejoindre et diriger Sodexim, une société consacrée exclusivement aux relations avec la Chine. Parallèlement, sous sa direction, la commission économique Belgique-Chine est relancée et les plus grandes entreprises belges se pressent pour bénéficier de cet immense marché. Quand après la révolution culturelle chinoise, Jacques Grippa choisit d'appuyer publiquement Lio Chao Chi contre Mao, Xavier Relecom rompt avec lui. Il apportera son appui personnel et financier au petit groupe « Clarté » qui se constitue autour de Fernand Lefebvre et perpétue le maoïsme sous le nom de Parti communiste marxiste-léniniste. Il s'éteint dans sa 78^e année, retraité mais toujours actif au sein de ces diverses instances. Il était revenu quelques jours auparavant d'un dernier voyage en Chine. Selon ses vœux, le cercueil était recouvert du drapeau rouge avec faucille et marteau.

Socialiste de gauche, communiste, autodidacte, député, secrétaire général d'un parti avec lequel il a connu les moments les plus exaltants des années trente et les plus difficiles de l'immédiate avant-guerre et de la guerre, renvoyé à la case départ à l'issue de celle-ci, Xavier Relecom a pu rebondir en mobilisant ses capacités personnelles et un sens très aigu de l'opportunité. Homme de relations publiques, affable et chaleureux, fin négociateur, devenu homme d'affaires prospère, Xavier Relecom a parfaitement navigué entre ses convictions maintenues et même affûtées et le monde des grands financiers et industriels, sans oublier la Reine Elisabeth, curieuse de la Chine. Il présente à la fois des éléments traditionnels mais aussi atypiques du parcours communiste.

José Gotovitch
Extrait du CarCoB

Le crime du 18 août (suite n° 2) Le témoignage du garde du corps.



M. le Gendarme Marcel Duquesnes,
Garde-corps d'Oswald Englebin.

Le 17 août 1944, nous quittâmes l'Hôtel de Ville de Charleroi à 12 h 30..... Le chauffeur habituel étant malade, c'est le fils du bourgmestre, Philippe âgé de 24 ans, qui conduisait En remplacement de M Louis Nitelet, malade ce jour-là.... Nous étions accompagnés de Madame Englebin.... Le témoignage est celui de M Marcel Duquesnes, gendarme et garde du corps d'Oswald Englebin

« J'étais assis à côté du chauffeur... A 60 m du lieu du crime stationnait une petite voiture grise dans le tournant en direction de Souvret.... Quelqu'un tripotait à la roue arrière Arrivés à sa hauteur, ce dernier se leva et quatre hommes s'approchèrent et se mirent à nous mitrailler.... Le gendarme ne put se saisir de sa mitraillette déposée à ses pieds empêché aussi par le corps de Philipe Englebin qui s'affaissa sur lui. Le chauffeur ayant été atteint, la voiture a reculé pour se coucher dans le fossé...Les victimes furent achevée et le gendarme eut la vie sauve. La mise à mort eut lieu à la limite des communes de Courcelles et de Monceau-sur-Sambre, à l'entrée de

Souvret, au lieu-dit « Bois du Rognac. L'attentat accompli, les hommes remontèrent dans leur Fiat et s'échappèrent en direction de Souvret. Une camionnette survint alors conduite par M Fernand Georges qui me prit en charge pour me déposer auprès du café du Castadot afin de de prévenir les autorités de police. »

L'assassinat de Monsieur Paul Van den Berghe

L'apparition des pieds nickelés

Arrivent sur les lieux une voiture occupée par deux individus accompagnés d'un motocycliste. Ils se lancent à la poursuite de la Fiat qui a pris la direction de Chapelle-lez-Herlaimont. Ils ne la retrouvent pas et reviennent sur les lieux. Déjà plusieurs policiers des communes voisines sont arrivés de Roux, Marchienne-au-Pont et de Monceau ... (Il faut savoir que les hommes de la police et de la gendarmerie belge étaient souvent désarmés).

Les trois rexistes contrôlent la circulation. Arrive une camionnette ayant à son bord M. Paul Van den Berghe, directeur commercial à Monceau-Fontaine, Monsieur Ligny, Directeur des Travaux et le chauffeur Monsieur Arthur Frère.

Les pieds nickelés, hommes de confiance de Léon Bertrand, commandant de la Formation rexiste B de Charleroi sise rue du Parc 29 étaient surnommés ainsi par les autres fascistes car ils pouvaient faire ce que bon leur semblait.

Ces sales individus sont Defresnes Max de Charleroi armé d'une mitraillette, Alexandre Thomas de Châtelet conducteur de leur véhicule et Honoré Navez de Binche, un motocycliste

Ces sinistres personnages donnent ordre à la camionnette du charbonnage de s'arrêter. Surpris, le chauffeur ne s'arrêta pas sur place mais une quarantaine de mètres plus bas. Les rexistes firent descendre les prisonniers et les alignèrent pour les fusiller car « Vous avez fusillé notre maieur ! »



Ancien monument funéraire



Nouveau monument funéraire



Monsieur Paul Van den Berghe

Un gendarme leur demanda de n'en rien faire. Profitant de ce court instant, les trois hommes se dispersèrent et tentèrent de s'enfuir. Monsieur Van den Berghe fut malgré tout atteint de plusieurs rafales s'effondra. L'arme de l'assassin s'enraya et monsieur Ligny put s'enfuir. Le chauffeur démarra avec le véhicule. C'est à ce moment qu'ils eurent la volonté de « zigouiller » les gendarmes ce que leur interdit les Allemands arrivés entretemps. Arrivé sur les lieux, le commissaire Dumont de Courcelles constata que le blessé avait été reçu une balle dans la nuque.

Arrivèrent à leur tour les échevins rexistes du Grand-Charleroi : Joseph Pevenasse, Désiré Grevesse, Henri Merlot, Charles Desclin, Antoine Dujacquier, Raymond Tournemenne et Jean Ligot suivis de tous les rexistes de la Formation B, en nombre, qui commencèrent à échafauder des plans de vengeance.

Monsieur Van den Berghe était né à Ninove en 1894, licencié en sciences commerciales et consulaires, capitaine honoraire, invalide à 75 % car blessé grièvement en 1918.

Les pieds nickelés ne purent continuer longtemps leurs méfaits : le 30 août 1944, ils attaquèrent une ferme à Ham-sur-Heure. Deux gendarmes abatirent Thomas et Defresnes et blessèrent Navez à la jambe.

SOCIÉTÉ

Les dividendes explosent dans le monde, mais les salaires ne vont pas augmenter en proportion

La société de gestion Janus Henderson vient de revoir ses estimations à la hausse : les dividendes que vont recevoir les actionnaires des grandes sociétés cotées dans le monde devraient augmenter de quasiment 16% cette année pour atteindre un montant record de 1.460 milliards de dollars. Les salaires ne vont pas suivre.

En réalité, la part des salaires dans le PIB des pays industrialisés baisse depuis plusieurs décennies.

Phénomène auquel s'est intéressé l'économiste Xavier Dupret (Association culturelle Joseph Jacquemotte).

Quand on regarde l'évolution de la part des salaires dans le PIB depuis plusieurs décennies, on constate qu'elle a fortement reculé, puisqu'elle était de l'ordre de 70% du PIB en Belgique dans les années 1970 alors qu'à l'heure actuelle, elles se situe autour de 53-54% du PIB. Que s'est-il passé ?

Xavier Dupret : «La part des salaires dans le PIB a été déformée d'un point de vue statistique au cours des années 1970 puisqu'en réalité, à l'époque, vous aviez une situation particulière de 'stagflation', c'est à dire une économie qui flirte avec la récession, qui stagne et, en même temps, une inflation très forte. Et vous aviez à l'époque des mécanismes qui reflétaient de manière tout à fait fidèle l'inflation dans la progression des salaires. Donc, ça donnait à cette époque une impression assez fautive de progression des salaires puisqu'en réalité, on avait au numérateur de la fraction des salaires qui augmentaient mécaniquement du fait de l'inflation et, au dénominateur, un PIB qui lui stagnait parce que les entreprises, la valeur ajoutée des entreprises étaient de plus en plus mises sous pression par des coûts de fonctionnement croissants liés notamment à l'augmentation des cours du pétrole. Tous ces facteurs rendent cette décennie des années septante très exceptionnelle. En Belgique, la part des salaires dans le PIB flirtait effectivement avec les 70 %, beaucoup plus que dans les années 1960 donc, mais cela ne reflétait pas un véritable progrès économique, juste une inflation forte qui a fini, à un moment donné, par



manger la rentabilité des entreprises et par faire augmenter artificiellement la part des salaires.»

Donc, il faut éliminer cette période dans l'analyse de l'évolution de la part salariale dans le PIB et n'utiliser comme référence que les années 60 et/ou la période qui commence dans les années 1980...

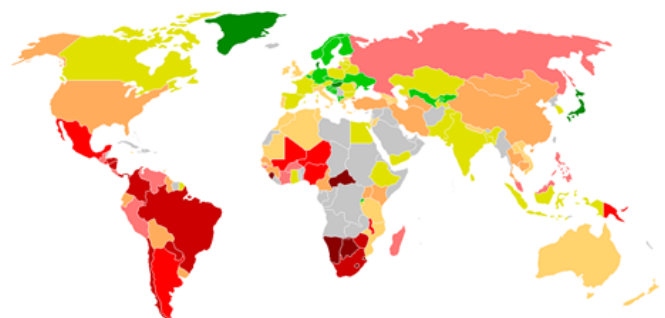
«Oui, tout en n'omettant pas de préciser qu'il y a eu, entre les années 60 et les années nonante, des modifications structurelles des économies occidentales qui sont beaucoup moins industrielles. Il y a beaucoup moins d'ouvriers, par exemple, dans la population active, et la finance joue un rôle de plus en plus important dans le fonctionnement économique de nos sociétés. Ce qui signifie aussi qu'il y a une possibilité pour les détenteurs de capitaux de faire pression à la baisse sur les salaires en jouant la compétition entre les territoires avec, à la clé, une déformation du partage de la valeur ajoutée au profit du capital. Par ailleurs, la répartition des bénéfices de la croissance s'est beaucoup plus concentrée sur les 10 % des ménages les plus riches au cours des années nonante. Et ça, c'est une mutation tout à fait fondamentale par rapport aux années 1960 et ça doit être intégré dans les comparaisons.»

Pour tenir compte aussi du chômage de masse qui s'est développé à partir de la fin des années 1970, début des années 1980 ?

«Oui, c'est clair, le chômage de masse a joué un

rôle essentiel dans la mise sous pression des salaires pour les fonctions les moins qualifiées dans nos économies. C'est une tendance très, très lourde et cette mise sous pression s'est d'ailleurs accompagnée, dans certains cas, d'un moins-disant salarial résultant de délocalisations vers des pays à bas salaires. Et de ce fait, les fonctions peu qualifiées dans les services sont les derniers emplois peu qualifiés. Dans nos sociétés industrialisées, on trouve des salaires qui sont faibles puisque, tout simplement, il y a énormément de candidats pour ce type de fonction.

En revanche, les salaires pour les fonctions supérieures d'encadrement dans nos économies n'ont pas diminué, bien au contraire. De ce point de vue, d'ailleurs, la part des salaires dans l'économie ne dit pas tout de la diffusion de la prospérité économique. Si on prend l'évolution de la société belge, on voit clairement une diminution de la part des salaires depuis le milieu des années nonante mais,



Color	Gini coefficient	0,35 - 0,39	0,55 - 0,59
Green	< 0,25	0,40 - 0,44	> 0,60
Light Green	0,25 - 0,29	0,45 - 0,49	NA
Yellow	0,30 - 0,34	0,50 - 0,54	

en même temps, on remarque aussi une diminution également du coefficient de Gini, ce qui veut dire que nous vivons dans une société plus égalitaire.

À rebours, au Royaume-Uni, on a observé une tendance à l'augmentation de la part des salaires dans le partage de la valeur ajoutée. Mais là, le coefficient de Gini a augmenté. Ce qui signale finalement une progression des inégalités et donc, la seule augmentation de la part des salaires dans le PIB n'implique pas automatiquement une diminution des inégalités. On peut même supposer que ce sont les salaires des fonctions d'encadrement et spécialement dans la finance, qui ont bénéficié quasi exclusivement de cette hausse au Royaume-Uni.»

Cela signifie donc que la part des salaires dans la valeur ajoutée ou dans le PIB ne dit pas toute l'histoire. Elle ne dit pas notamment s'il y a plus ou moins d'inégalités, ce qui est le principe du coefficient de Gini.

«Oui, c'est très net puisque le coefficient de Gini est conçu pour vérifier quelle est la distribution d'un revenu. C'est une statistique qui vérifie une distribution. La part des salaires vérifie simplement ce que représente la totalité des salaires par rapport au PIB. Dans cette totalité des salaires, il y a à la fois le salaire d'un balayeur à New York et le salaire des grands patrons américains. Et donc, il y a là une vision très fusionnelle du salariat qui ne permet pas une décomposition fine des données.»

Est-ce qu'en Belgique, sur très longue période, on peut dire que l'indexation automatique des salaires a protégé les salariés par rapport à la montée des inégalités ?

«Indéniablement. Vous savez, quand on compulse des sources anglo-saxonnes, en règle générale, ils mettent en avant la concertation sociale et la centralisation de la négociation salariale pour expliquer

comment certaines économies d'Europe continentale ont réussi à préserver, d'une certaine manière, un tissu social avec un certain niveau d'égalitarisme.

Il en va tout autrement dans des pays anglo-saxons où le niveau de négociation est très décentralisé, c'est à dire qu'il se situe au niveau de l'entreprise. Et il est surtout le fait de rapports contractuels, de négociation directe entre le salarié et sa direction, davantage que chez nous, où la concertation sociale est très centralisée.

De ce point de vue, la concertation sociale joue un rôle d'autant plus important que, par exemple, dans les années septante, lorsqu'on observe l'explosion de la part des salaires dans le PIB, on aurait tendance à faire le lien avec les grèves liées aux restructurations du tissu industriel wallon. A faire le lien donc entre conflictualité sociale et augmentations de salaires. En réalité, des pays très consensuels, comme les Pays-Bas, ont connu exactement la même évolution salariale, qui était profondément liée aux tendances inflationnistes.»

Est-ce qu'on peut dire que depuis quelques années, il y a un rééquilibrage au profit des salaires dans notre économie, ou pas ?

«Non, la part des salaires dans le PIB baisse tendanciellement depuis des années, comme partout ailleurs. Cela dit, on ne peut pas non plus parler d'un écrasement complet, sauf évidemment si on prend comme point de référence la période exceptionnelle des années septante, les années de stagflation. Je crois qu'il faut les exclure ou, en tout cas, signaler que ces années-là, comme point de référence sont très particulières du point de vue de la formation des prix et des salaires.»

Le chômage a fortement reculé en Belgique ces dernières années, beaucoup d'entreprises se plaignent de pénuries de plus en plus importantes dans leurs recrutements. Est-ce que la situation ne devient pas plus favorable pour les salariés ?

«Il faut faire la part des choses. Il y a des fonctions pour lesquelles il y a des pénuries de candidats, mais ces pénuries étaient antérieures à la crise sanitaire. Exemple : nous manquons d'ingénieurs en Belgique. Un ingénieur va tout de suite pouvoir discuter de normes salariales très élevées au sein des entreprises.

Pour ce type de fonction, la pénurie est antérieure à la crise sanitaire. Nous constatons aussi des pénuries pour certaines fonctions en Belgique aujourd'hui, en partie parce que le salaire minimum y est assez faible. Dans ce contexte, certains travailleurs peuvent être amenés à rester au chômage

indice	salaire	salaire avec un saut d'index	différence
100	2000	2000	0,00
100,83	2016,60	2016,6	0,00
101,51	2030,31	2030,3	0,00
102,16	2043,51	2043,5	0,00
102,39	2048,21	2043,5	4,70
102,54	2051,28	2046,6	4,71
102,85	2057,64	2052,9	4,72
103,47	2070,40	2065,6	4,75
103,57	2072,47	2067,7	4,76
103,69	2074,96	2070,2	4,76
		perte cumulée	28,40

un peu plus longtemps en attendant de trouver autre emploi.

En fait, il y a des branches de notre économie dans lesquelles le rapport salarial n'est pas aussi favorable que ce qu'on pense. A l'avenir en tout cas, il serait certainement intéressant pour un certain nombre d'employeurs de revoir à la hausse leur politique de rémunération s'ils veulent encore attirer des candidats disposés à offrir leur force de travail à l'entreprise.»

Est-ce que l'évolution démographique joue aussi un rôle ?

«Absolument ! Regardez la courbe de diminution de la part des salaires dans le PIB, elle commence au début des années 1980 chez nous. Et qui entre sur le marché du travail à cette époque ? Tous les jeunes qui sont nés à la fin des années 1950 et au début des années 1960, donc les enfants du baby-boom. Il y a une entrée massive de nouveaux demandeurs de travail. Aujourd'hui, les jeunes qui entrent sur le marché du travail sont nés fin des années nonante, début des années 2000. C'était plutôt un creux démographique et donc, il est possible que ce phénomène pousse un peu à la hausse la part des salaires dans le PIB. C'est-à-dire juste le cas inverse du baby-boom des années 1960.»

Michel Gassée
Extrait de RTBF.be

Enseignantes et enseignants des travailleurs essentiels !

La grève des enseignants lancée en cette période particulièrement troublée en raison de la crise sanitaire qui n'en finit pas de perturber la vie quotidienne des citoyens témoigne d'un profond mal-être qui frappe cette catégorie de travailleurs, ô combien essentielle.

L'insuffisance des réponses des pouvoirs publics aux revendications des enseignants est aussi un révélateur de la situation financière inextricable dans laquelle se trouvent les pouvoirs organisateurs que sont les Provinces et la Fédération Wallonie-Bruxelles. Elle démontre l'aberration institutionnelle que les multiples bricolages politiques ont créée au fil des multiples réformes institutionnelles qui, au lieu de simplifier les institutions et de les doter de moyens suffisants, les ont complexifiées sans leur accorder de moyens pérennes. Aujourd'hui, les vénérables Provinces, exsangues, doivent renoncer à des services et ne remplacent pas leur personnel. Quant à la « Communauté française », elle est un pouvoir sans moyens propres qui dépend des régions wallonne et bruxelloise, elles-mêmes en difficultés financières, pour gérer l'enseignement et la culture qui sont entre autres ses principales compétences des subventions.

Il est temps que la gauche se penche sérieusement sur le contenu d'une prochaine réforme de l'Etat dont le spectre ne manquera pas de se profiler dans la perspective d'une prochaine législature.

Mais restons à la question d'actualité que pose le légitime mouvement de colère des enseignants.

L'état de dégradation progressive du métier d'en-



seignant laisse augurer d'un changement insidieux (de moins en moins !) dans le rapport avec l'enseignement lui-même. Car, en même temps que se pose la question de quelle société se profile avec le développement de l'e-commerce, maladroitement soulevée, l'autre jour, par le Président du PS, Paul Magnette, il serait opportun de s'interroger sur les risques patents que fait courir une course de plus en plus inquiétante vers l'e-enseignement.

On ne peut pas faire, dans la situation de crise que nous vivons aujourd'hui, l'économie d'une profonde réflexion sur cette perspective dont les bases sont déjà jetées. Nous sommes en retard, donc précipitons l'accès au numérique coûte que coûte, entend-on. Acceptera-t-on dès lors que l'on remplace les enseignant-e-s par des ordinateurs programmés par les multinationales de l'informatique et accompagnés par des coaches comme substituts des pédagogues ?

C'est aussi une réflexion que la gauche doit affronter et moucher l'histrion du MR, car il n'est évidemment pas question d'en revenir au XIXème, ni même au XXème siècle. Mais la question fondamentale est de savoir si les femmes et les hommes de demain seront encore des citoyen-ne-s critiques et cultivés ou bien des consommateurs, dociles et serviles sujets du capital ?

Pour qu'il n'en soit pas ainsi, oui les enseignantes et les enseignants sont toujours des travailleuses et des travailleurs essentiels

Jean-Pierre Michiels

Comment expliquer la domination de l'extrême droite sur les réseaux sociaux ?

L'extrême droite utilise les réseaux sociaux comme une chaire du haut de laquelle elle peut laisser libre cours à ses récriminations contre la gauche et les « excès » de la société. Le grand nombre d'adeptes qu'elle séduit de cette manière montre que l'extrême droite est plus habile que ses détracteurs à exploiter les préoccupations des gens. Hindi Fraihi estime que la gauche doit revoir son attitude sur les réseaux sociaux et exhorte les géants du Web à intervenir plus fermement. Les acteurs qui gagnent de l'argent en commercialisant des « espaces de bavardage » sont également responsables de la teneur de ceux-ci.

Les élections du 26 mai 2019 en Belgique ont déjà donné lieu à toutes sortes d'analyses plus ou moins pertinentes. En tout cas, l'une de ses principales leçons est sans doute que le Vlaams Belang doit sa

résurgence, au moins dans une certaine mesure, à la manière dont il a exploité les réseaux sociaux. Le parti d'extrême droite a en effet dépensé plus de 400 000 euros (soit plus que tous les autres partis réunis) en publicité sur Facebook. Et avec succès puisque, de parti flirtant avec le seuil électoral, il est devenu la deuxième plus grande formation politique en Flandre - voire la première selon un récent sondage.

Même sans orchestrer de vastes campagnes publicitaires, les partis, personnalités et idéologies de droite et d'extrême droite dominent les flux de Facebook, Twitter et autres réseaux sociaux. Une étude consacrée aux débats sur Twitter en Flandre et aux Pays-Bas montre que cinquante et un des cent comptes les plus visibles sur le réseau de micro-blogage relèvent de la mouvance de droite ou d'extrême droite. Treize autres sont de tendance conservatrice et seuls quatre comptes défendent une vision du monde progressiste.

Les gens ont tendance à considérer les réseaux sociaux comme un méli-mélo de messages, vidéos et photos. Il n'en est rien. Ces réseaux forment plutôt un vaste paysage aux biotopes très variés. Facebook se métamorphose de plus en plus en un gigantesque panneau d'affichage virtuel où les entreprises, mais aussi les partis politiques, peuvent communiquer sans filtrage avec les consommateurs et citoyens. Twitter est quant à lui le terrain de jeux de personnalités populaires qui expriment des opinions tranchées en 280 caractères pour multiplier les abonnés et les interactions.

En Flandre, le député du Vlaams Belang Sam Van Rooy est le twitteur qui jouit de la plus grande visibilité ; aux Pays-Bas, cet honneur échoit aux (ex-) journalistes Joost Niemöller et Wierd Duk.

La popularité de personnalités telles que Sam Van Rooy, Joost Niemöller, Dries Van Langenhove, Jan Dijkgraaf et Jan Roos tire son origine de leur prétention à dire tout haut ce que les médias grand public pensent tout bas sans oser, vouloir ou pouvoir l'exprimer. Twitter est leur « exutoire », la chaire du haut de laquelle ils peuvent fulminer, sans retenue et sans grand risque de se faire reprendre, contre les excès supposés de la société actuelle et le gâchis provoqué par les politiciens, universitaires et médias de gauche.

Ce que nous appelons de nos vœux, c'est un emploi plus positif des réseaux sociaux.

Leur capacité à séduire un nombre impressionnant d'adeptes prouve qu'ils sont mieux à même que leurs détracteurs d'exploiter les sentiments de méfiance et de peur qui couvent dans de larges couches de la population.



La confiance dans les pouvoirs publics, les médias et d'autres «institutions dignes de foi» a atteint un creux historique. Selon l'association sceptique flamande SKEPP, la popularité des théories conspirationnistes ne cesse d'augmenter sous l'influence des réseaux sociaux. Qui plus est, le contenu de ces théories est devenu beaucoup plus dangereux. Autrefois, les believers faisaient un peu partie du folklore, avec leurs élucubrations sur l'homme qui n'aurait jamais mis le pied sur la Lune, les chemtrails ou ce que cache la fameuse zone 51.

Aujourd'hui, c'est la thèse dite du « grand remplacement » qui remporte le plus de suffrages. Elle s'inspire des idées du philosophe autrichien Richard Coudenhove-Kalergi. Sa citation la plus célèbre est sans doute la suivante : « L'humain du lointain futur sera un métis. Les races et les castes d'aujourd'hui seront victimes du dépassement toujours plus grand de l'espace, du temps et des préjugés. La race du futur, négroïdo-eurasienne, d'apparence semblable à celle de l'Égypte ancienne, remplacera la multiplicité des peuples par une multiplicité des personnalités. » Selon la vision dévoyée de l'extrême droite, l'élite occidentale forge des plans en vue d'éliminer progressivement la population blanche pour la remplacer par des « personnes de couleur ». Selon les positions plus ou moins extrêmes des tenants de ces théories, les méthodes vont de la « dilution homéopathique » au « génocide blanc ».

Si Van Rooy et Niemöller ne vont pas jusqu'à (re) tweeter explicitement de telles allégations, ils flirtent toutefois avec la ligne rouge. Ils doivent en effet tenir compte de la réglementation des providers, les

réseaux sociaux utilisant un certain nombre d'algorithmes pour détecter et supprimer les propos les plus répugnants. La peur d'être bloqué, voire banni, est grande dans le camp de droite, car cela lui ferait perdre d'un coup son « exutoire », son « capital politique » ou son « modèle de revenus ».

Cela dit, les algorithmes sont loin d'être stricts et peuvent être contournés aisément. Les tweets contiennent souvent des récriminations en apparence légitimes contre notre modèle social défaillant. Ils font référence à des questions qui accroissent le malaise causé par notre société multiculturelle.

Et, dans la foulée, ils posent la question implicite et discrète de savoir où cette évolution nous mènera. Des exemples bien connus sont Maar wat is dan toch, die #islamisering ? (Mais en quoi consiste donc cette islamisation ?) ou #WegMetOns (À bas nous).

Qu'il s'agisse des repas halal dans les cantines scolaires, du Zwarte Piet (Père Fouettard ou «Pierre noir») remplacé par un roetveegpiet (personnage barbouillé de suie) ou encore des tentatives de rebaptiser le siècle d'or néerlandais, la teneur est claire: la population blanche indigène se voit contrainte, par une bande politiquement correcte de jihadlovers imperméables à la réalité et adeptes du vélo cargo, de renoncer à une partie de «ses» normes et valeurs, de son histoire et de sa culture, si chères à son cœur. Jusqu'à être entièrement supplantée par l'infâme multiculturalisme.

La gauche aurait-elle perdu la bataille sur les réseaux sociaux ? « Même les gens en colère peuvent com-



poser avec la démocratie, mais pas avec le mépris », écrivait Joost Niemöller en 2011 sur le site Internet de droite De Dagelijkse Standaard. Ce faisant, il donnait sans le vouloir une indication aux partis et penseurs de gauche désireux d'inverser la tendance. La gauche réagit grosso modo de deux façons à la domination de la droite et de l'extrême droite sur Twitter et Facebook. Certains s'enferment dans la tour d'ivoire de leur présomption. Ils se réunissent à huis clos pour s'épancher avec condescendance sur la « droite stupide » ou les « sentiments viscéraux des Flamands ». D'autres croisent le fer dans des flame wars épiques contre des hordes de trolls conservateurs, de « fascistes » et d'autre « vermine brune ». Le Seigneur des anneaux par claviers interposés, en quelque sorte. Ces deux façons de faire sont contre-productives. S'exprimer de façon ouvertement méprisante ou hostile sur un adversaire n'a encore jamais fait changer l'opinion de qui que ce soit. Au contraire, cela ne fait que rehausser les baricades qui se dressent entre les deux camps.

Ces derniers temps, bon nombre de twitteurs de gauche ont opté pour ce qu'ils dénomment une « troisième voie » : quitter les réseaux sociaux (avec ou sans ostentation). Si cette attitude est compréhensible dans certains cas, elle ne contribue toutefois pas à un meilleur équilibre. Comme l'ont montré les récentes élections, Twitter et Facebook sont désormais des terrains de conquête trop importants pour les laisser à l'abandon.

Qui s'est aventuré dernièrement sur les réseaux sociaux a sans doute eu l'impression de déambuler dans un établissement psychiatrique virtuel.

Feelings are facts. Un lieu commun, certes, mais qui recèle une part de vérité. Oui, il existe des ra-

cistes notoires dont la conception du monde est restée figée entre le XIXe siècle et les années 1930. Mais l'électorat de la droite et de l'extrême droite en Flandre et aux Pays-Bas est constitué en grande partie de personnes inquiètes, qui voient leur quotidien, leur avenir et leurs certitudes menacés par un monde en perte de repères. Il faut prendre au sérieux leurs préoccupations, sans les diaboliser. Ils ont besoin de compréhension, de dialogue et de personnes qui enfin s'intéressent (de nouveau) à leurs problèmes.

Alors, faut-il abolir les réseaux sociaux ? La tentation est grande face à l'hystérie malade qui y règne parfois. Mais ce serait se priver de leur pouvoir mobilisateur, qui peut aussi servir de nobles causes. Témoin le cas de la petite Pia à Wilrijk (près d'Anvers). La fillette est atteinte d'une amyotrophie spinale, une maladie génétique très rare qui provoque une atrophie progressive des muscles. Seul le médicament le plus cher au monde, Zolgensma, peut la sauver. Une seule injection suffirait pour lui garantir une vie meilleure. Petit bémol, l'entreprise pharmaceutique Novartis facture la piqûre à pas moins de 1,9 million d'euros... Une campagne intensive dans les médias grand public et sur les réseaux sociaux a suscité l'envoi de plus de 972 000 textos. Un nombre suffisant pour couvrir les frais du traitement.

Nous ne souhaitons pas que de tels cas se reproduisent, mais c'est une autre histoire. Ce que nous appelons de nos vœux, c'est un emploi plus positif des réseaux sociaux. Et aussi un plus grand courage politique et social pour exiger une ingérence beaucoup plus active de la part des géants de la technologie basés à la Silicon Valley. Ces entreprises qui brassent des milliards ne peuvent se contenter d'investissements minimaux pour filtrer uniquement les propos les plus insultants. Les acteurs qui gagnent de l'argent en vendant des « espaces de bavardage » sont également responsables de la te-
neur de ceux-ci.

Qui s'est aventuré dernièrement sur les réseaux sociaux a sans doute eu l'impression de déambuler dans un établissement psychiatrique virtuel. Plus précisément au service des hystériques. De même sur les nazis et Hitler y circulent allègrement pour dénoncer la (non-)politique du nouveau gouver-



nement flamand. C'est là un procédé réducteur et contre-productif. Car un débat comme celui-ci, sur l'avenir de notre modèle de société, mérite d'être mené avec des arguments.

Par Hind Fraihi, traduit par Pierre Lambert
Extrait de www.les-plats-pays.com

INTERNATIONAL

Construction d'un nouveau mur en Europe : la stratégie des trois petits cochons

Un nouveau mur se construit en Europe. A la frontière entre la Pologne et la Bielorussie. Long de 186 kilomètres, haut de 5 mètres. Les travaux ont commencé il y a quelques jours. Ils devraient prendre plusieurs mois. Peut-on y voir le signe d'une Europe «forteresse»

Nous pourrions naïvement croire que depuis la chute

du mur de Berlin en 1989, les murs et les barrières étaient à ranger au rayon des anomalies de l'histoire. Et pourtant, il n'y a jamais eu autant de murs dans le monde. 63, dont 12 rien qu'en Europe !

Ils servent à quoi ces murs ?

A se protéger. C'est le réflexe des trois petits cochons. Face au danger, on se barricade. Sauf qu'il n'y a pas de loup dans l'histoire, juste des migrants. D'ailleurs, la crise migratoire de 2015, celle qui a vu plus d'un million de personnes débouler sur les routes en Europe a beaucoup contribué à cette renaissance du mur.

Mais la méthode a beau être vieille comme le monde ça ne veut pas dire qu'elle est efficace. En tout cas pas sur le long terme. Le mur d'Hadrien n'a pas empêché la constitution du Royaume-Uni. La grande muraille n'a pas non plus empêché les invasions en Chine.

Alors pourquoi on en construit toujours plus ?

C'est un peu la solution de facilité. En construisant un mur, les politiques donnent l'impression qu'ils s'emparent du problème de la migration. Et de manière



spectaculaire. La construction d'un mur, c'est toujours l'occasion de belles images de chantier, de parpaings, de ciment et de barbelés, qui rassurent l'opinion publique. Ces murs, c'est aussi un message envoyé au reste du monde. En l'occurrence, la Pologne montre à tout le monde qu'elle n'a pas besoin des gardes-frontières de l'agence européenne Frontex pour se protéger.

Mais dans le fond, construire un mur, c'est surtout la meilleure façon de ne rien faire du tout, tout en donnant l'impression de faire quelque chose.

Ce n'est pas parce qu'on a construit des murs autour des enclaves espagnoles de Ceuta et Mellila qu'on a arrêté les migrants. On a juste compliqué leur route et enrichi les passeurs. Aujourd'hui, ceux qui cherchent refuge en Europe partent en bateau vers les îles Canaries et beaucoup n'en reviennent pas. Et c'est le même constat autour du terminal Eurostar de Calais : plus les barricades sont devenues infranchissables, plus les migrants ont traversé la Manche en canot pneumatique, là aussi au péril de leur vie.

Qu'en est-il de l'effet dissuasif ?

Aujourd'hui, la plupart des migrants qui arrivent de manière irrégulière en Europe, ils ne prennent pas leur bâton de pèlerin. Ils prennent un billet d'avion. Ce sont des touristes, des travailleurs, des étudiants qui restent plus longtemps que ce que leur titre de séjour leur permet. Ceux qui arrivent à pied aux frontières, ce sont avant tout des demandeurs d'asile. Et donc construire des murs, c'est aussi rendre beaucoup plus compliquée l'application du droit international.

Le mur invisible dressé par l'Union européenne

Le mur en construction à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, c'est 350 millions d'euros. Une paille ! Une douzaine d'Etats veulent directement envoyer la facture à l'Union européenne. Charles Michel, le président du Conseil, pense aussi qu'il faudrait en discuter. Pas question, disent la Commission et les autres Etats membres, qui refusent de verser un centime du budget européen pour des barbelés ou des murs. Une approche un tantinet hypocrite... D'abord parce qu'il existe toute une série de financements pour des systèmes de surveillance électronique ou même des drones aux frontières.

Ensuite parce que la protection des frontières extérieures de l'Europe, c'est bien la seule chose sur laquelle tous les Européens sont d'accord. On multiplie les gardes-frontières, on traque les migrants, on les repousse parfois violemment, on sous-traite leur «accueil» à des pays tiers...

C'est un peu comme s'il y avait un quatrième petit

cochon dans l'histoire. Plus malin que les autres. Lui, il ne construit pas en paille, ni en bois, ni en brique, son mur est invisible mais il porte le même message : restez chez vous !

Extrait de RTBF.BE

Par L'oeil européen d'Olivier Hanrion

A VENIR



Une exposition réalisée par l'ACJJ et MarxMegafon, avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Centrale Générale – FGTT Charleroi, INCA-CGIL, Cenforsoc, et avec la collaboration du Bois du Cazier et de l'IHOES Au Bois du Cazier.

Vernissage le 31 mars à 18h.

Samedi 23 avril à 10h conférence avec Germano Mascitelli, sur le rôle des syndicalistes communistes dans cette immigration italienne (suivi de visites guidées en fr et nl)

vendredi 28 avril la journée mondiale contre les Accidents du Travail (organisée par la FGTT Charleroi et l'Atelier Santé) (suivi de visites guidées en fr)

Infos et réservations: francois@acjj.be ou 071/303912